

À la veille du 2 octobre, l'interrogation sur l'utilité des journées d'action sans lendemain monte parmi les travailleur/se-s

Le mouvement était bien parti...



C'était la dernière belle journée d'été : le 18 septembre, 1 million (si on s'en réfère au chiffre optimiste diffusé par la CGT, plutôt 500 000 selon la police) de manifestant-e-s ont répondu à l'appel de l'intersyndicale, qui revendique un meilleur budget et une taxation des plus riches. Une grande partie de ces manifestant-e-s voulaient beaucoup plus que cela : en finir avec les politiques menées depuis des années, chasser Macron et les siens...

Une semaine avant, le mouvement du 10 septembre avait, à défaut de « tout bloquer », au moins servi à décider le départ de Bayrou, et convaincu le nouveau premier ministre Lecomte de renoncer à la suppression des deux jours fériés prévue par son piteux prédécesseur. Quelques petites victoires donc, et surtout un élan sur lequel il s'agissait de capitaliser en s'appuyant sur la radicalité de cette mobilisation que les principales directions syndicales n'avaient pas soutenue (FO, CFDT...), ou seulement du bout des lèvres (CGT, FSU).

On aurait alors espéré de la part des syndicats l'appel à une suite immédiate au 18 septembre, pour approfondir une dynamique bien lancée par des centaines milliers de personnes qui avaient pris conscience des raisons de l'échec du mouvement contre la réforme des retraites (à savoir : manifester sagement, bien rangés en intersyndicale derrière la CFDT et ses négociations qui n'ont mené qu'à la défaite de cette lutte).

La stratégie des directions syndicales risque de dégoûter de la mobilisation

Mais leur stratégie a été tout autre : au lendemain de la manifestation, les organisations de l'intersyndicale nationale ont lancé à Sébastien Lecomte un ultimatum... lui promettant de se re-réunir (!) s'il ne répondait pas à leurs revendications (abandon du projet de budget, justice fiscale, retour sur la loi retraites) d'ici le 24 septembre (!!). Tremble, funeste capitalisme.

La déception a été palpable, autant chez les mobilisés que parmi les organisations syndicales combattives, notamment au niveau local. Ces dernières, malgré l'annonce du National, ont tenté de maintenir la combativité par des communiqués appelant à « soutenir et participer aux mobilisations et grèves en cours ; à lister les revendications, s'organiser, et discuter des suites à donner ; à lutter de façon unitaire contre toute forme de répression visant à affaiblir le mouvement actuel ».

Mais voilà : le mouvement, déjà en-deçà des attentes de beaucoup en amont du 10 septembre, s'est essoufflé après le 18. Les AG se vident, les boucles Telegram engrangent moins de participation. Il est difficile de le faire vivre sans appel national à la grève au-delà d'une journée et sans coordination nationale des AG, à quoi peut s'ajouter la peur causée chez beaucoup par la répression policière dont les médias ont lourdement fait la publicité pour décourager toute forme d'engagement dans la rue.

Arrivant ce qui devait arriver, Lecornu – qui semble d'ailleurs ne pas vouloir constituer de gouvernement, mais simplement garder en place les mêmes têtes qui siégeaient au conseil des ministres de Bayrou – a reçu l'intersyndicale et refusé toutes ses demandes. Elle a donc mis sa lourde menace à exécution, s'est réunie et a appelé finalement à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 2 octobre (certaines organisations essayant de se faire passer pour radicales en appelant à faire grève ausis le 3...).

Faire grève le 2 : faute d'objectif clair et de stratégie pouvant gagner, les travailleur/se-s hésitent

Or, les gens ne se mobilisent que s'ils ont une bonne raison pour cela : il n'y a que les militant-e-s qui se mobilisent « par principe ». Certes, il y a de bonnes raisons de poursuivre et d'amplifier la lutte : les milliards d'économies sur le budget national sont toujours à l'ordre du jour de Lecornu, qui ne veut même pas entendre parler de la taxe Zucman, le prix de l'essence est plus haut que pendant les Gilets Jaunes, etc.

Mais la tactique des jours de grève perlés est jugée inutile par un nombre croissant de travailleur/se-s, elle décourage et fait perdre la confiance des gens dans la grève et dans les syndicats. Quant à l'objectif de la lutte, les principales directions syndicales prétendent qu'il serait possible de forcer Lecornu à proposer un budget tenant compte des revendications, alors que tout le monde sait que c'est impossible, vu que son mandat est décidé par Macron et le patronat. Les directions syndicales et les partis de gauche hors LFI refusent de fixer l'objectif de chasser Macron, principal responsable de la situation. Interviewée sur *France Inter* dimanche dernier, Sophie Binet se dit mécontente des annonces de Lecornu, affirme que le rapport de force est favorable aux salariés... mais refuse d'exiger la démission de Macron : « on n'a rien contre lui, on a d'ailleurs besoin d'un président qui préside au niveau international au vu de la crise géopolitique dans laquelle on est ». Le seul horizon de la CGT est aujourd'hui « un gouvernement qui réponde aux exigences sociales », en s'appuyant sur la majorité des députés qui ont voté l'an dernier la suppression de la réforme des retraites, la taxe Zucman, le projet de contre-budget, etc. Pourtant, même un gouvernement NFP

n'aurait pas pu faire cela sans une mobilisation importante des travailleur/se-s... Donc ce ne peut certainement pas être le cas de Lecornu !

Les directions syndicales acceptent les négociations avec un gouvernement faiblard au lieu d'augmenter le rapport de force né en dehors de leur giron à la fin de l'été. Dans ces conditions, beaucoup de travailleur/se-s ne peuvent pas être convaincu-e-s qu'il soit utile de se mobiliser. Bien sûr, d'assez nombreux/ses travailleur/se-s feront grève et manifesteront de nouveau ce jeudi 2 octobre, cherchant la voie d'une lutte efficace. Mais cette tactique des journées d'action sans lendemain ne pourra rien donner. Toutes celles et ceux qui veulent que le mouvement se poursuive et s'amplifie doivent mener la bataille politique, dans les AG et dans les syndicats pour exiger et imposer une stratégie gagante centrée sur l'objectif de chasser Macron et sur les moyens du blocage et de la grève, dans l'objectif de la grève générale.

Gabrièle Fortmann, le 1 octobre 2025